



Groupe La Poste
12 Décembre 2025

Stop à la criminalisation des travailleurs sans papier

né•es ici
ou venu•es
d'ailleurs



L'égalité des droits,
c'est pour toutes et tous !

**Le 18 décembre
a été proclamée
Journée
internationale des
migrants par
l'Organisation des
Nations unies.**

**Cette année encore,
elle nous donnera
l'occasion de
promouvoir la
convention
internationale sur la
protection des droits
de tous les
travailleurs migrants
et des membres de
leurs familles.**

**La CGT FAPT
appelle
l'ensemble des
travailleur.es à
participer aux
initiatives en
territoire.**

Les inégalités, le racisme, les discriminations augmentent et les mesures gouvernementales stigmatisent et divisent les salariés, aggravant la situation des travailleurs migrants.

C'est dans ce contexte que le 2 décembre dernier, sur la plateforme Colissimo du Rheu (PFC), la Police aux Frontières est intervenue pour contrôler l'identité de travailleur.euses intérimaires et cibler plusieurs travailleurs migrant.es sans papiers.

Des salarié.es, choqué.es, ont vu cette opération se dérouler sous leurs yeux, au cœur même d'un site postal — une attaque directe contre des travailleurs et travailleuses qui ne veulent qu'une chose : travailler pour vivre dignement.

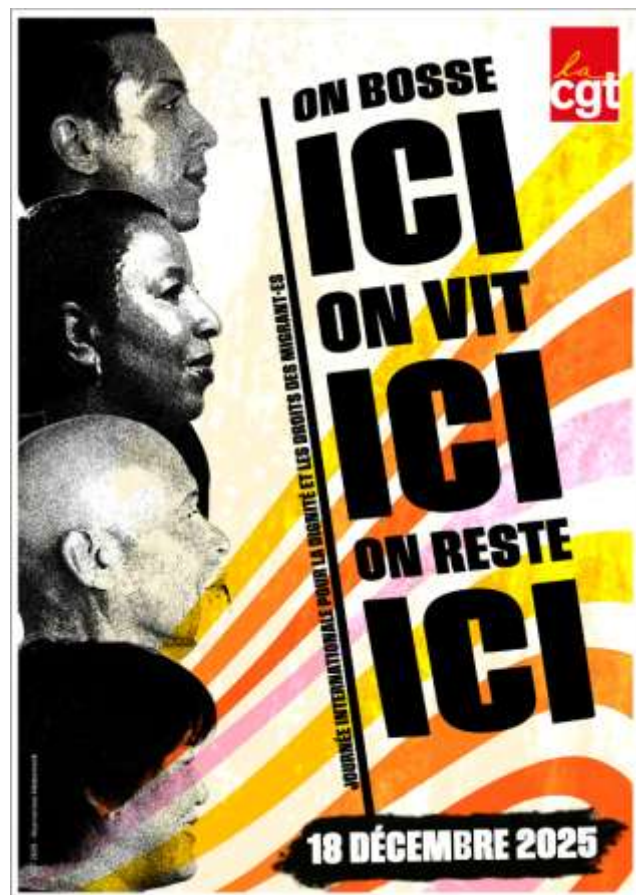
***Alors, posons la vraie question :
qui est responsable de cette situation ?***

- ➔ *Les travailleurs migrant.es qui viennent prêter main forte dans la peak periode ?*
- ➔ *Ou Le groupe La Poste et sa filiale Viaposte, qui ont fait le choix politique de développer la précarité plutôt que d'embaucher durablement ?*

**La Poste donne le ton, Viaposte exécute,
les précaires trinquent.**

Sous prétexte d'adapter les effectifs à la charge de travail en cette période de Peak Période, La Poste délègue à sa filiale Viaposte les tâches les plus pénibles. Viaposte, à son tour, s'appuie sur des agences d'intérim pour recruter à la chaîne, parfois sans même garantir le respect des droits fondamentaux. Ce système sans scrupules favorise la surexploitation, fragilise les salarié.es et conduit tout droit à ce qu'on a vu à la plateforme du Rheu : la criminalisation de travailleurs étrangers précarisés.

Non, ce ne sont pas les travailleurs migrant.es les coupables. Les responsables sont bien ceux qui, au sommet du Groupe, qui mettent en place une politique de sous-traitance et de rentabilité à tout prix, au mépris de la dignité humaine. À La Poste, on fait la chasse aux travailleurs migrant.es pendant qu'on profite de leur travail ! Cette opération policière sur un site postal, en pleine période de suractivité, montre à quel point La Poste oublie ses valeurs et trahit sa mission de service public.



Comment une entreprise qui se targue de « responsabilité sociale » et de « diversité » peut-elle laisser faire une telle situation sur ses sites ?

Ce n'est malheureusement pas une 1^{ère} dans le groupe La Poste.

La CGT FAPT dénonce cette dérive et exige, comme elle l'a déjà fait :

- La régularisation de tous-tes les travailleur.euses sans papiers sur les sites de La Poste et de ses filiales.
- La fin du recours massif à l'intérim et à la sous-traitance qui entretiennent la précarité.
- La responsabilité pleine et entière du Groupe La Poste sur l'ensemble des personnes qui travaillent pour lui, directement ou non.
- Des engagements fermes du Groupe La Poste pour garantir que ce type de dérive ne se reproduise plus.

Tant que La Poste restera donneuse d'ordre de cette politique de précarité, elle sera responsable de ces injustices.

La CGT exige que La Poste soutienne ces travailleurs sans papier et qu'elle les accompagne dans leurs démarches de régularisation auprès des autorités compétentes.

La CGT FAPT le dit clairement : ce ne sont pas les travailleurs migrant.es qu'il faut pointer du doigt, mais les choix politiques du Groupe qui mènent à l'exploitation.

La CGT FAPT continuera de défendre toutes les travailleuses et tous les travailleurs, avec ou sans papiers, parce qu'il n'y a pas deux catégories de salarié.es : il n'y a qu'un seul monde du travail, celui de la dignité et de la solidarité ! La CGT FAPT exige des comptes.

La CGT FAPT appelle l'ensemble des travailleur du groupe à la solidarité et à défendre l'ensemble des travailleurs du groupe

Le Groupe La Poste doit assumer ses responsabilités.

Ne laissons pas faire !

Ensemble nous serons plus fort, rejoins la CGT



**Fédération nationale des salariés du secteur
des activités postales et de télécommunications CGT**
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex
Tél. : 01 48 18 54 00 C.C.P. Paris 20376 D
Site : www.cgt-fapt.fr Mail : fede@cgt-fapt.fr